

DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRESIDENT DU FASO
A LA SEANCE SPECIALE DU
MERCREDI 03 DECEMBRE 2003

*A L'OCCASION DE LA 10^{EME} REUNION
REGIONALE AFRICAINE DE L'OIT*

Addis-Abeba, du 02 au 05 décembre 2003

Monsieur le Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Honorables invités,

Je suis très sensible à l'invitation de Monsieur Juan SOMAVIA qui m'offre l'opportunité de m'adresser dans cette belle et historique ville d'Addis-Abeba, à la 10^{ème} Réunion Régionale Africaine de l'Organisation Internationale du Travail.

Je transmets mes salutations fraternelles à tous les délégués qui, à cette Conférence Régionale, s'appliqueront à rechercher et à proposer les solutions les plus appropriées pour la promotion du monde du travail, de la justice sociale et du progrès de l'humanité.

Je vous encourage à faire en sorte que cette 10^{ème} Réunion Régionale nous offre un cadre de réflexion de haut niveau et un formidable tremplin pour la préparation du prochain Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats sur l'emploi et la Lutte contre la Pauvreté en Afrique, que mon pays s'honore d'abriter en 2004.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Nous vivons une époque où l'humanité a réalisé des bonds gigantesques sur le plan scientifique et technologique. Les richesses cumulées de notre monde, ajoutées à ses capacités de production, sont telles qu'elles seraient largement suffisantes pour répondre aux besoins de l'ensemble des femmes et des hommes de la planète.

Comment l'humanité peut-elle se montrer impuissante ou incapable d'apporter les réponses appropriées aux souffrances d'une majeure partie des populations, confrontée à la pauvreté de masse, aux épidémies les plus terribles ?

La production alimentaire mondiale représente près de 110 % des besoins de l'humanité, alors que plus de 800 millions de personnes sont sous-alimentées et environ trente millions meurent chaque année !

Plus d'un milliard de personnes ont abordé le 21^{ème} siècle sans profiter des progrès de la médecine, et 92 % de la population mondiale n'a droit qu'à 8 % des dépenses totales de santé !

Devant l'iniquité d'une telle situation, comment ne pas comprendre le scepticisme que suscite la mondialisation libérale ainsi que la justesse des revendications pour un nouvel ordre économique et social plus équitable et plus humain ?

L'Afrique est sans doute l'une des régions les plus riches en ressources naturelles, mais c'est paradoxalement le continent le plus pauvre et le plus marginalisé. La pandémie du sida y fait le plus de ravages sans possibilité d'accès aux médicaments.

Même dans les Etats africains qui ont enregistré des taux de croissance positifs au prix de réformes drastiques, les populations ont peu ressenti, dans leur quotidien, les résultats de ces performances macro-économiques.

De quelque côté que l'on examine la question, il est manifeste que l'Afrique n'a pas profité et ne profite pas des opportunités offertes par la mondialisation.

Dans le même temps, le fonctionnement de l'économie mondiale, et en particulier les règles du commerce international ne permettent pas à nos pays de disposer des ressources nécessaires pour faire face au service de la dette, et encore moins, satisfaire aux besoins fondamentaux de nos populations. Les mécanismes de fixation des prix des matières premières en sont un témoignage.

La dernière illustration en date de l'iniquité du commerce international est sans doute le problème du prix du coton. Ainsi, les règles communément acceptées sont violées par ceux-là mêmes qui se font les champions du marché libre et ouvert qu'ils présentent comme une panacée pour les pays du Sud.

En rappelant ces paradoxes, mon souci est que nous puissions nous convaincre ensemble de la nécessité pour l'Afrique, pour les peuples africains de s'organiser autrement, en comptant d'abord sur nos propres forces, afin d'assurer la renaissance et le progrès de notre continent sur des bases saines et durables.

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) peut constituer une réponse historique de l'Afrique à ces préoccupations. C'est également dans cette perspective que s'inscrit le prochain sommet extraordinaire sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique dispose d'importants atouts constitués par ses femmes, ses hommes, sa jeunesse et l'immense capacité d'adaptation et de résistance de sa population.

Notre conviction est que pour surmonter le sous-développement, l'emploi doit désormais être appréhendé comme un déterminant privilégié de la lutte contre la pauvreté.

C'est à juste titre que les Chefs d'Etats et de Gouvernement se sont engagés, à l'occasion de diverses rencontres, à favoriser la réalisation de l'objectif du plein emploi en faisant l'une des priorités de leurs politiques économiques et sociales.

En procurant des revenus aux populations, l'emploi joue un rôle positif sur la croissance, dans la consommation partant de la production, assurant ainsi la viabilité et l'élargissement du marché intérieur.

C'est pourquoi la lutte, contre la pauvreté et l'assurance d'un développement humain durable en Afrique, nécessitent l'élaboration de politiques économiques et sociales visant la création d'emplois et l'accroissement des revenus des femmes et des hommes du continent.

C'est par ailleurs une condition essentielle pour la stabilité socio-politique de nos Etats et pour la cohésion de nos sociétés.

Mesdames et Messieurs,

C'est conscient de la place décisive de l'emploi dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement de l'Afrique que nous avons proposé la tenue d'une réunion ministérielle consacrée à la question, puis la tenue d'un sommet extraordinaire sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique.

Conformément à la décision des Chefs d'Etat, le Gouvernement et le peuple burkinabé se réjouissent de pouvoir abriter en 2004 cet événement d'une importante capitale pour le développement durable de l'Afrique.

Par ailleurs il est fort souhaitable que les processus qui découlent de la lutte contre la pauvreté s'appuient sur la consultation et la participation de ceux qui sont directement touchés par la pauvreté, le chômage et le sous-emploi.

L'ensemble des acteurs politiques et sociaux devrait en outre être associés à la réflexion et à l'élaboration des politiques y afférentes.

D'où l'idée retenue de l'organisation d'un forum social peu avant le sommet extraordinaire, forum social dont les réflexions et les conclusions vont utilement inspirer les décisions des Chefs d'Etats et de Gouvernement.

Notre préoccupation la plus pressante est que ce sommet extraordinaire débouche sur un programme et des plans opérationnels de promotion et de création d'emplois productifs, assortis de schémas et mécanismes de financement appropriés.

Je ne doute pas que cette 10^{ème} Réunion sera pour vous, Mesdames et Messieurs les délégués, une occasion propice d'approfondir la réflexion sur la problématique de l'emploi et la lutte contre la pauvreté, à la lumière des valeurs d'équité et de justice sociale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Dans le combat contre les inégalités, contre la pauvreté, pour une mondialisation plus humaine au service d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus stable, l'Organisation Internationale du Travail apparaît comme le phare qui éclaire la voie et qui redonne espoir et courage aux naufragés, aux laissés pour compte de l'humanité.

Et comme le souligne si justement son Directeur Général, je cite :
« la pauvreté n'est pas simplement le problème des pauvres. C'est un défi pour tous ceux qui luttent pour la justice sociale et cherchent à promouvoir une croissance durable. Une économie stable et prospère ne peut exister que dans un monde où tous les citoyens sont à même de développer leur potentiel de productivité et de consommation (...) Ce n'est que lorsque les pauvres deviendront des consommateurs à part entière qu'il pourra y avoir une véritable mondialisation de l'économie »
fin de citation.

Par ses valeurs, sa vision prospective et sa démarche intégrée, l'Organisation Internationale du Travail demeure aujourd'hui l'une des rares institutions du système des Nations Unies qui confortent encore les << rêves >> des pauvres, c'est-à-dire l'immense majorité de l'humanité, pour un monde meilleur.

Nous pensons que le Bureau International du Travail doit être impliqué dans les démarches et politiques initiées par les Institutions de Bretton Woods dans la perspective d'une prise en compte de la dimension sociale du développement.

Nous devons tous ensemble développer partout ce plaidoyer pour l'intérêt de tous.

Plein succès à vos travaux !

Je vous remercie